

Pour un service public des EHPAD

UL Sud Vienne

la
cgt

POUR

Une prise charge de qualité!

Un service public de qualité!

Un service non lucratif!

Des conditions de travail dignes!

CONTRE

Une marchandisation de la santé

Une politique du rendement

Un management destructeur

L'injustice sociale!

Luttons en commun POUR MAINTENIR NOS SERVICES PUBLICS DANS LA RURALITE, les EHPAD sont parties prenantes dans l'aménagement de notre territoire. Exigeons, pour nos anciens, des moyens pour des politiques sociales publiques dignes de ce nom !

Perte d'autonomie = profits ?

La prise en charge des personnes en perte d'autonomie c'est le rôle de notre société et par conséquent de l'état qui se doit de garantir un service public d'action sociale notamment dans ce domaine. La CGT bien consciente, que la baisse des dotations de l'état, engendre une perte financière pour la collectivité, a cependant été claire sur sa position pour la défense des services publics et donc de **maintenir les deux EHPAD de Chaunay et Couhé publics pour les salariés, les résidents, les familles et les citoyens.**

La CGT rappelle que le Département à la compétence du schéma de l'autonomie avec la prise en charge de l'hébergement donc l'organisation des EPHAD.

Le Président de la communauté de commune du pays Civraisien nous a annoncé que la décision de vendre n'était pas à l'ordre du jour mais que ce projet était à l'étude pour une décision au 1er trimestre 2018.

Il a osé dire partager avec la CGT l'importance de garder les EHPAD publics !

Mais **nous ne sommes pas dupes**, les élus en place ont largement soutenu les politiques libérales menées par les gouvernements successifs et on voudrait nous faire croire qu'il y a une volonté de garder public les EHPAD du département ! Cette politique de mettre fin à tout service public à des fins de profits est un choix, voulu par ces mêmes élus qui osent s'étonner aujourd'hui des décisions qu'ils sont amenés à prendre. On nous vend par la même occasion que c'est EHPAD seront à l'avenir géré par des associations à « but non lucratif » était une façade quand on sait que ces dernières laissent de côté des EHPAD si elles ne rapportent pas assez, ces mêmes EHPAD qui retourneront à la charge des collectivités une fois celles-ci essoré de tout rendement.

Quid du « but non lucratif » !

Silver Economy !

La Silver économie est l'économie dédiée à l'avancée en âge de nos sociétés dans un but lucratif avec une croissance attendue très importante au niveau du PIB Français. La Silver économie est comparée à une filière industrielle d'avenir pour la France et les personnes en perte d'autonomie à des objets et le personnel a une variable d'ajustement pour à la fin faire un maximum de profit au nom de l'aide à la personne.

L'association qui prendra en charge **les EHPAD de Couhé et Chaunay** touchera des fonds publics du Département dans le cadre de l'APA, l'Allocation logement et l'aide sociale pour les personnes qui ne peuvent honorer la facture.

Détournement de fond public sous forme d'aides sociales ?

Ces associations permettent également des investissements de fond privé sous forme de don ce qui évite aux donateurs de payer des impôts et d'investir à long terme. Il semble que les prises en charge des personnes âgées aient un but très lucratif dans le cadre de la mise en place de la Sylver Economie.

Pas besoin de s'envoler dans les paradis fiscaux pour pas payer d'impôts !

Public / Privée, qu'en est-il pour les salariés ?

Les salariés des EHPAD dénoncent déjà des dégradations des conditions de travail et d'accompagnement indignes des personnes âgées. Les effectifs sont nettement insuffisants et la réforme de tarification se traduit par une baisse drastique de dotation entraînant des réductions de postes. Ces constats nous amènent à dénoncer la dégradation des conditions de travail des salariés entraînant une prise en charge défaillante et maltraitante de la personne âgée par le biais de la politique désastreuse menée dans ce secteur. Qu'en sera-t-il pour les salariés des EHPAD de **Couhé et Chaunay** demain lorsqu'ils seront à la main d'investisseurs privés alors que l'on constate déjà aujourd'hui **des conditions de travail difficiles ?**

Nous connaissons la gestion salariale des groupes privés (turn over ; discriminations ; bas salaire ; pressions ; etc...).

Pour la CGT il est intolérable que ces situations perdurent et deviennent la norme !

Construisons et élevons un rapport de force nécessaire, ne nous interdisons rien afin d'aboutir à l'obtention des revendications suivantes :

- Réforme du mode de financement et ratio d'un soignant pour un résident
- Des soins et un accueil de qualité pour un accompagnement digne pour les personnes âgées.
- Reconnaissance des qualifications des salarié-e-s et revalorisation salariale de l'ensemble des personnels.

La CGT porte un projet global de société pour un grand service public de la santé et de l'action sociale, considérant que la santé ne doit pas être une marchandise.